

Point 09 : Programme Local de l'Habitat 2019-2025 - Bilan de la mise en œuvre des actions engagées en 2024 - Prorogation pour les années 2026 et 2027 - Bilan à deux ans et perspectives du plan de relance métropolitain - Protocole de partenariat entre Nantes Métropole, la SAMOA et les Filiales du Groupe Caisse des Dépôts et Banque des Territoires pour accélérer la production de 500 logements

Intervention : Robin SALECROIX (Nantes)

Madame la Présidente, chers collègues,

Le groupe des élus communistes et républicains salue, à travers ce bilan, les actions volontaristes de notre intercommunalité, notamment en termes d'accompagnement des copropriétés. Cela a été évoqué dans leur projet de rénovation, les enjeux relatifs à l'amélioration énergétique de ces mêmes copropriétés, ou encore le programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés, qui a également été mentionné.

Nous saluons aussi les efforts en matière de prospection dans le parc privé pour capter de nouveaux logements, comme l'ont souligné les rapporteurs, ainsi que notre plan de relance, qui a permis le déblocage et in fine la livraison de logements essentiels pour permettre à nos concitoyens de vivre en ville et de vivre sur notre belle métropole.

Pour autant, et nous sommes lucides, nous sommes encore loin de l'atteinte de nos objectifs. Cela m'amène à intervenir notamment sur le projet de ZAC Pirmil-les-Îles, avec la modification du projet initial annoncé. En effet, sur les 1 000 logements prévus sur la partie nantaise, il n'en resterait désormais plus que 600.

Je crois que, sur le fond, nous sommes tous conscients du changement climatique, de la hausse des températures mondiales et des efforts à faire pour réduire notre impact carbone. Mais nous sommes aussi de ceux et je crois que c'est largement partagé qui n'opposeront jamais la transition écologique à la réponse aux besoins criants en matière de logement.

Nous craignons que 400 logements en moins dans le cœur de notre agglomération, ce soient 400 logements de plus en deuxième et troisième couronne, avec les impacts que nous pouvons imaginer en termes de pouvoir d'achat ou encore de transition écologique.

Nous approuvons donc évidemment le fond de cette délibération, mais regrettons, dans ce cas spécifique évoqué, l'orientation proposée. Nous souhaitons qu'une réflexion d'ampleur s'engage sur ce sujet, mais aussi plus globalement, quant aux marges de manœuvre nous permettant d'allier la nécessaire transition écologique et la production de logements. Cela passe, y compris, par la nécessaire élévation du parc et la question de la forme de la ville et donc de sa verticalité.

Permettez-moi, pour conclure, de répondre à Monsieur Richard, ou en tout cas de réagir à ses derniers propos. Il nous explique que "l'on continuerait comme ça alors que cela ne marcherait pas". Mais finalement, qu'est-ce qui ne marche pas ? Est-ce notre volontarisme local ou est-ce les mesures nationales mortifères mises en œuvre par le pouvoir en place qu'il soutient ?

Et en la matière, moi aussi, je vais lui dire quelques vérités simples. Qui est responsable de la suppression des APL à l'accession sociale ? Qui est responsable de la baisse des loyers imposée au secteur HLM pour compenser les baisses des APL, ce qui se traduit par près de 1,5 milliard d'euros de ponctions annuelles sur le logement social ? Qui est responsable, Monsieur Richard, des coupes drastiques dans les aides à la pierre ?

À part ceux que vous soutenez au niveau national, juste quelques chiffres : 800 millions d'euros d'aides à la pierre de la part de l'État en 2010, contre à peine 500 millions aujourd'hui. L'échec aussi de la politique de ceux que vous soutenez au plus haut niveau de l'État en matière de "logement d'abord", qui montre malheureusement ses limites, quand près de 330 000 de nos concitoyens vivent encore à la rue dans la sixième puissance mondiale, et que près de 3 000 enfants dorment chaque jour sans un toit sur la tête.

Alors, Monsieur Richard, ce qui ne marche pas, c'est la politique nationale que vous soutenez. Et nous nous passerons donc bien volontiers de vos leçons, ainsi que de celles de tous ceux qui contribuent à casser la politique du logement dans notre pays.

Je vous remercie pour votre attention.